

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2009 / 2010



ÉDITORIAL

Réforme de la formation professionnelle : quel avenir pour OPCA2 ?	p 2
---	-----

LES RÉSULTATS 2009

a) Plan de formation "10 et +"	p 6
b) Plan de formation "- de 10"	p 8
c) Professionnalisation/DIF	p 9
d) CIF-CDI	p 10
e) CIF-CDD	p 11
f) Aides publiques à l'effort de formation	p 12
g) Statistiques sectorielles	p 13
h) Statistiques régionales	p 15

CHAMP D'ACTIVITÉ	p 20
-------------------------------	------



Editorial 1 / 3

RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE : QUEL AVENIR POUR OPCA2 ?

L'an dernier à la même époque, l'éditorial du rapport d'activité 2008-2009 évoquait la loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie du 29 novembre 2009 qui venait d'être votée et ses conséquences sur le devenir d'OPCA2.

L'un des axes majeurs de ce texte concernait les circuits de financement de la FPC avec deux mesures phares :

- > la création du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, le FPSPP, qui est opérationnel depuis les premiers mois de 2010 ;
- > la restructuration du réseau des collecteurs de fonds, OPCA et OPACIF, dont le décret d'application a été publié le 22 septembre 2010.

Ce dernier texte comporte une disposition majeure, la réduction du nombre des opérateurs, notamment par le relèvement de leur seuil de collecte et leur ré-agrément.

En effet, le décret prévoit que tous les agréments des OPCA et OPACIF tomberont au 1^{er} janvier 2012 et met en place une nouvelle procédure d'agrément dont les critères sont élargis en prenant en compte les nouvelles missions désormais confiées aux OCPA⁽¹⁾ :

- > le seuil de collecte, pour le plan et la professionnalisation, est ainsi fixé à 100 M€, contre 15 M€ précédemment, et le champ d'intervention doit être cohérent en termes de métiers, de filières ou de problématiques RH-formation ;
- > l'OCPA doit être en capacité d'assurer l'ensemble des missions définies par la loi, notamment un réel service de proximité aux PME/TPE et aux salariés, et d'articuler efficacement logique de branches et logique de territoires ;
- > le paritarisme est renforcé, de même que la transparence de gestion et le contrôle, ou encore la publicité des règles de prise en charge.

Désormais, les OCPA pourront demander l'agrément pour un ou plusieurs des dispositifs légaux :

- > professionnalisation/DIF ;
- > plan des entreprises de moins de 10 salariés ;
- > plan des entreprises de 10 à 49 salariés⁽²⁾ ;
- > plan des entreprises de 50 salariés et plus ;
- > congé individuel de formation.

Le nouveau cahier des charges d'agrément ne pose pas problème pour OPCA2, que ce soit en matière de cohérence de champ, de services rendus, de réseau de proximité, ou encore de paritarisme et de transparence de gestion.

Le seul critère qu'OPCA2 ne remplit pas, c'est le seuil de collecte de 100 M€ au titre du plan et de la professionnalisation : sa collecte sur ces dispositifs est de 77 M€ sur un total de 87 M€ et aucune mesure technique ne permet d'envisager que le seuil réglementaire puisse être atteint.

Conscients de cette situation, et anticipant même sur la loi et le décret, les partenaires sociaux de la Coopération agricole ont engagé leurs réflexions dès 2008 et ils ont organisé des échanges avec les membres fondateurs des OPCA des champs voisins : production agricole, agroalimentaire capitalistique, crédit et mutualité sociale agricole.

Après cette première approche s'est dégagée l'orientation, validée par Coop de France et la quasi-totalité des organisations de salariés, de privilégier, au moins dans un premier temps, la logique "métier" en favorisant la création d'un nouvel OCPA de l'agroalimentaire par rapprochement entre l'AGEFAFORIA et OPCA2.



Editorial 2 / 3

S'en sont suivis en 2009 et 2010 une série de travaux politiques et techniques menés par des groupes de travail paritaires mixtes qui ont conclu d'abord à l'opportunité, puis à la faisabilité d'un tel rapprochement. Ces échanges approfondis ont abouti début octobre 2010 à la production de conclusions et de recommandations qui ont été remises aux organisations mandataires des participants aux groupes de travail.

Cette synthèse relève les nombreux points de similitude entre les deux opérateurs, leurs actions et leurs résultats ; elle identifie également des différences qui, pour certaines, s'estomperont et qui, pour d'autres, constituent des atouts si les deux opérateurs sont mis en capacité de combiner leurs expériences et leurs savoir-faire complémentaires.

Pour autant, les recommandations insistent pour que cette mise en synergie respecte la spécificité de chacune des composantes, et plus particulièrement les politiques emploi-formation des branches et interbranches, et qu'en aucun cas ce regroupement ne conduise à une quelconque dégradation de la valeur ajoutée du service aux entreprises qu'offre aujourd'hui OPCA2.

Enfin, conscients que du temps sera nécessaire pour réussir cette intégration, les signataires préconisent une période transitoire de 2 à 4 ans pour mettre en place une gouvernance pérenne et conduire le plan de convergence ; pendant cette période, la nouvelle structure agréée pourrait avoir un rôle "sommatal", chaque OPCA restant opérateur technique dans son champ initial.

Courant octobre 2010, les organisations fondatrices des deux OPCA ont adopté ces conclusions et recommandations à la quasi-majorité⁽³⁾, construisant ainsi les premiers actes politiques de ce qui sera bientôt le grand OCPA de l'agroalimentaire capitalistique et coopératif et des métiers associés.

Les étapes suivantes, bien que complexes, devront être menées rapidement :

- > conclusion d'un accord social intersectoriel de création du nouvel OCPA ;
- > création de la nouvelle structure ;
- > adaptation des statuts des anciens OPCA devenant opérateurs ;
- > transposition de tous les accords formation de branches et interbranches ;
- > demande d'agrément du nouvel OCPA.

Cette dernière étape devra intervenir au plus tard le 31 août 2011 conformément aux dispositions du décret.

S'ensuivront ensuite la négociation de la convention d'objectifs et de moyens avec l'État avant le 31 décembre 2011, puis les procédures de dévolution des biens. Ce n'est qu'à la fin de ce processus juridique que le nouvel ensemble sera véritablement opérationnel.

Ce projet, porté par toutes les branches de la Coopération agricole, et également le réseau CER France et France Conseil Élevage qui devraient s'y associer, s'inscrit dans une volonté politique de dépasser les obligations réglementaires pour faire de cette contrainte une opportunité : renforcer la place de l'agroalimentaire français dans ses relations avec l'État et consolider l'autonomie contractuelle des partenaires sociaux de ses branches dans les domaines de l'emploi et de la formation.

En regroupant ainsi à terme plus de 12500 entreprises employant 430000 salariés, le nouvel OCPA pourra réellement peser dans le paysage institutionnel et mieux défendre les intérêts de ceux au service desquels il se place tout en garantissant un service de haute qualité aussi bien aux branches qu'aux entreprises et à leurs salariés.



Editorial 3 / 3

Ainsi, c'est une nouvelle page de l'histoire de l'OPCA de la Coopération agricole qui va se tourner. Après la fusion des 3 FAF territoriaux qui donnèrent naissance à OPCA2 en 1995, c'est aujourd'hui OPCA2 qui va se rapprocher d'un opérateur voisin et ami.

Dans notre monde coopératif où la recherche de la taille critique est une constante et que les filières sont en perpétuelle restructuration, cette situation n'a rien d'exceptionnel, ni même d'inquiétant. Nombreuses sont les fusions de coopératives qui ont réussi dès lors qu'elles reposaient sur une réelle volonté politique, un véritable projet stratégique et des choix opérationnels ambitieux.

Les partenaires sociaux de la Coopération agricole se sont engagés avec détermination dans ce projet ; ils mettront tout en œuvre pour le faire réussir dans l'intérêt des coopératives et de leurs salariés.

Le Trésorier
Philippe Gerbaux

Le Président
Michel Kerling

(1) Terme désormais générique ; dans OCPA, le C de collecteur passe devant le P de paritaire...
 (2) Disposition nouvelle de la loi du 29 novembre 2009.
 (3) À l'exclusion de la FNAF-CGT favorable à un projet filière intégrant la production.

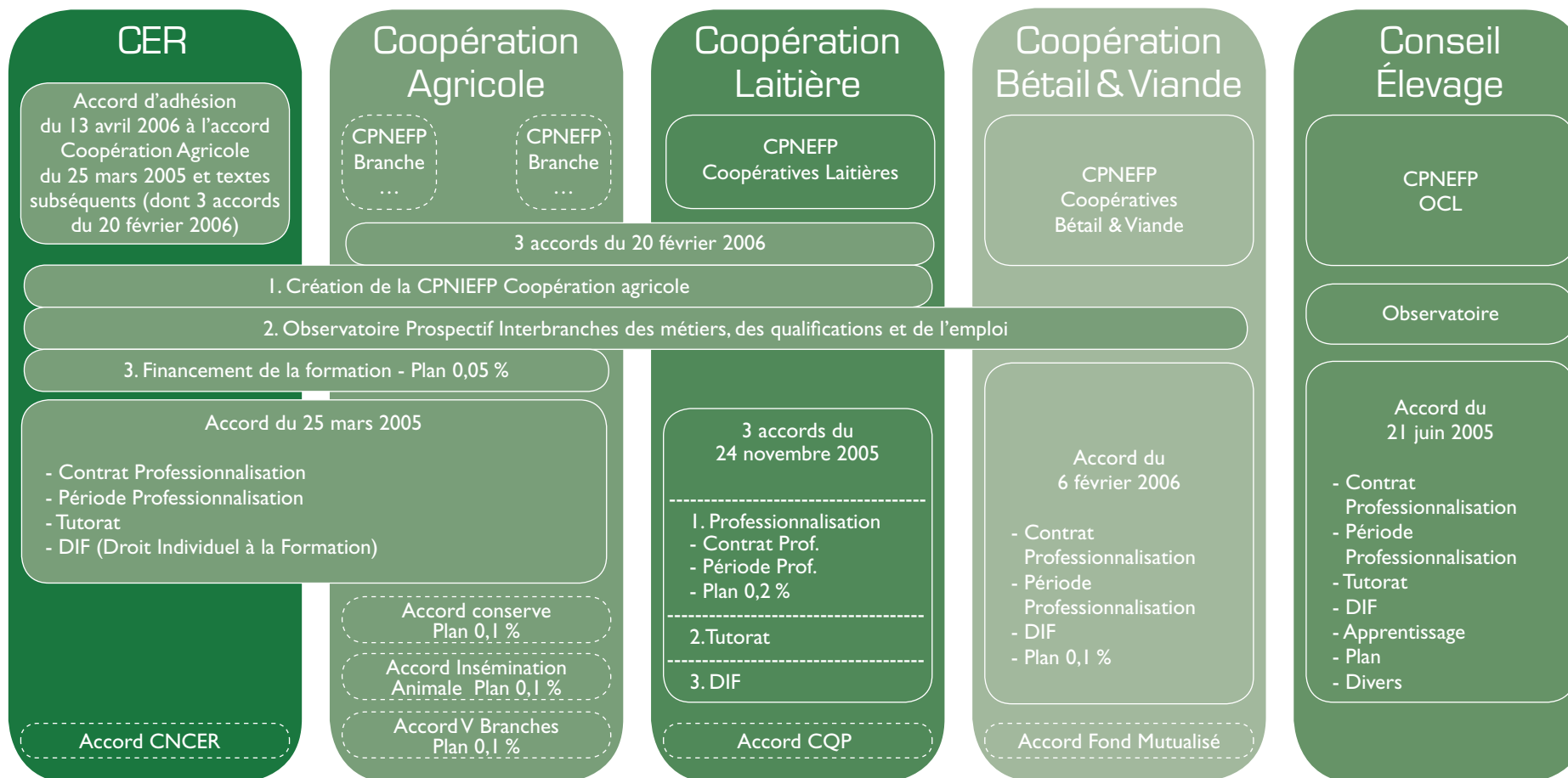
Le poids du nouvel OCPA

	AGEFAFORIA	OPCA2	Total
Entreprises	6 765	5 312	12 077
dont moins de 10 salariés	4 286	3 062	7 348
dont 10 et plus	2 479	2 250	4 729
Salariés	249 015	159 462	408 477
Collecte (k€)	90 900	86 600	177 500
dont Professionnalisation/DIF	35 600	18 200	53 800
dont Plan de formation	55 300	58 800	114 100
dont CIF		9 600	9 600
Heures de formation financées	2 718 600	2 724 500	5 443 100
Bénéficiaires	86 500	75 150	161 650

Données 2009 hors secteur capitalistique de la viande rattaché à l'AGEFAFORIA depuis 2010



Cartographie des accords de branches OPCA2



a) Plan de formation "10 et +" 1 / 2

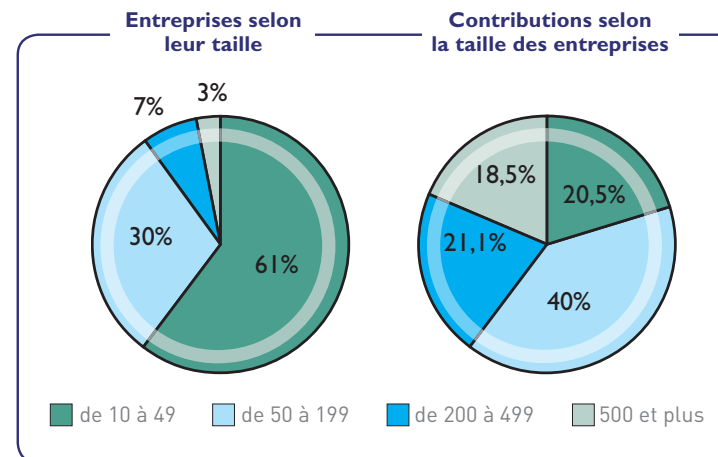
PLAN DE FORMATION DES ENTREPRISES DE 10 SALARIÉS ET PLUS

> La contribution des entreprises, sur ce versant essentiellement volontaire de leurs dépenses formation, s'est maintenue depuis 2 ans au-dessus de 53 millions d'euros et fait un bond à plus de 56 millions d'euros en 2009. C'est la preuve que les entreprises sont dans une logique d'investissement formation déconnectée de la simple logique fiscale.

> Parallèlement, contrairement aux années précédentes, même si le nombre d'entreprises continue de diminuer (- 2 %), l'effectif salarié (+ 2,8 %) augmente.

> Sur ce volet de dépenses, les PME restent majoritaires : les entreprises de moins de 200 salariés représentent 61 % du total. À l'inverse, la tendance s'accroît, les 10 % d'entreprises de plus de 200 salariés "pèsent" 39,6 % des contributions totales.

Pour rappel : En complément de la gestion individualisée des plans de formation, des dispositifs spécifiques de branche permettent aux entreprises de bénéficier des politiques collectives définies pour leur domaine d'activité : "Interbranches coopération agricole", "Conserveries coopératives", "Coopératives laitières", "Insémination animale", "Céréales Approvisionnement - Alimentation Animale" et "Bétail et Viande".

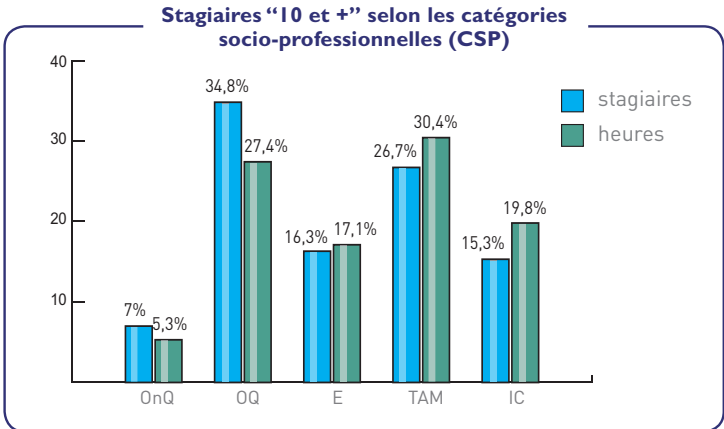
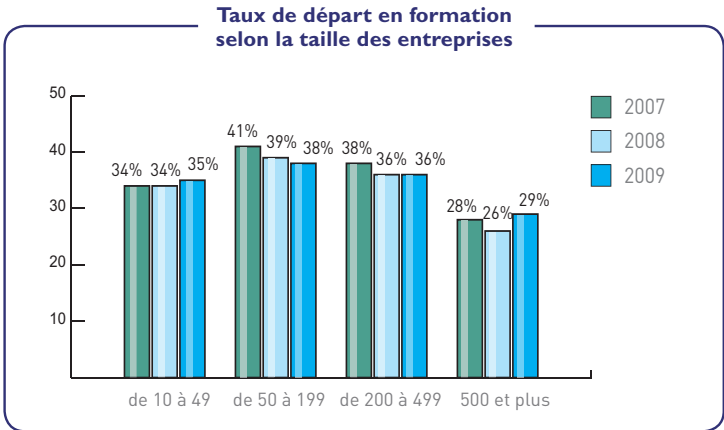


Année	Entreprises	Salariés	Montant des contributions
2009	1 645	146 465	56,2 Millions d'€
2008	1 678	142 478	53,1 Millions d'€
2007	1 742	143 843	53,4 Millions d'€

a) Plan de formation "10 et +" 2 / 2

FORMATION ET STAGIAIRES

- > Le volume de formation "plan" des entreprises est quasi stable depuis 3 ans avec en 2009, 1 152 417 heures stagiaires.
- > Pour les seules entreprises en gestion totale du plan de formation, le taux de dépenses par rapport à la masse salariale reste très supérieur au minimum légal, à 2,27 %, très proche des valeurs des cinq dernières années et donc à plus de 2,5 fois le minimum légal.
- > Le taux de départ en formation se maintient au-dessus du tiers de la population de référence (35 %) mais la durée moyenne de stage reste faible à 23 heures/stagiaire.



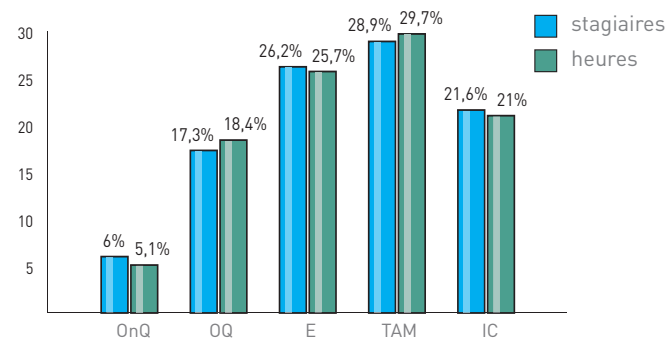
b) Plan de formation "- de 10"

PLAN DE FORMATION DES ENTREPRISES DE MOINS DE 10 SALARIÉS

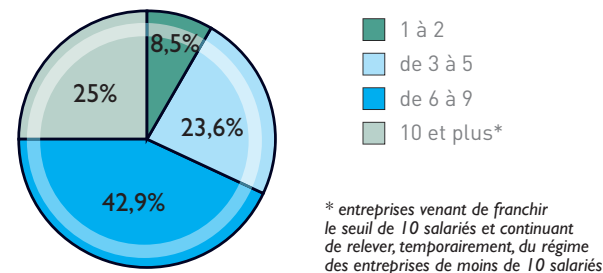
- > Le nombre des petites entreprises se maintient malgré une baisse inexorable ainsi que l'effectif salarié et donc le volume des contributions (-1.5 %).
- > Le taux de départ oscille en fonction des CSP mais atteint en moyenne 31 %. La durée moyenne de formation diminue légèrement à 24 heures/stagiaire, soit des valeurs proches de celles des entreprises de 10 salariés et plus.
- > Le groupe "technicien – agent de maîtrise" reste toujours le principal bénéficiaire de formations, ce qui ne surprend pas dans ce segment constitué de nombreux organismes agricoles dont c'est l'effectif salarié majoritaire.

	Entreprises	Salariés	Montant des contributions
2009	3 062	13 536	3 Millions d'€
2008	3 158	14 049	3,1 Millions d'€
2007	3 180	14 279	3,1 Millions d'€

Stagiaires "- de 10" selon les catégories socio-professionnelles (CSP)



Contributions selon la taille des entreprises



c) Professionnalisation/DIF

> Avec une diminution du nombre d'entreprises cotisantes (4 636) et une légère progression des salariés (153 453), les contributions progressent de 1,2 %.

Contrats de professionnalisation

> La diminution des contrats de professionnalisation s'est installée. Le nombre de contrats a diminué de 21,2 % entre 2008 et 2009 contre 9 % entre 2007 et 2008. Cette diminution affecte proportionnellement plus les contrats "adultes" (- 34,6 %) que les contrats "jeunes" (- 16 %).

> Les durées de formation varient peu, toujours à l'avantage des contrats "jeunes".

Périodes de Professionnalisation

> À l'inverse, le nombre des Périodes (3 353) poursuit sa progression (+ 18,4 %) avec une durée stable (115 heures).

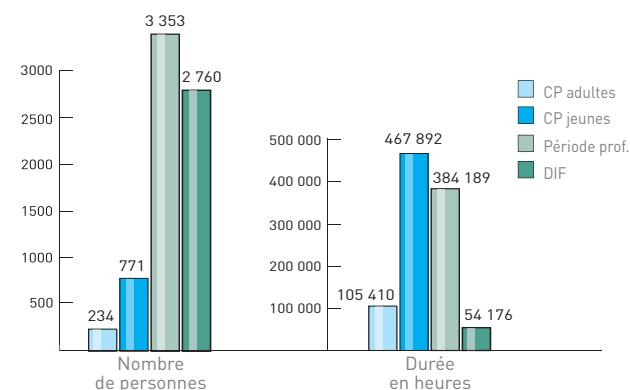
> Tous les publics sont concernés. Les moins de 44 ans en sont majoritairement bénéficiaires. Les plus de 50 ans restent bénéficiaires en nombre significatif (15 %).

DIF

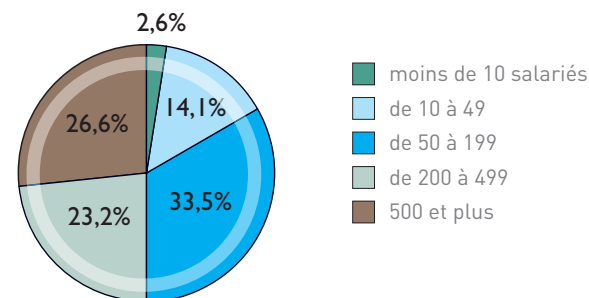
> Le DIF (2 886 dossiers) diminue par rapport à 2008 (- 4,4 %), en revanche la durée financée augmente légèrement passant de 16 à 20 h.

	Entreprises	Salariés	Montant des contributions
2009	4 636	153 453	18,3 Millions d'€
2008	4 789	151 222	18,1 Millions d'€
2007	4 881	152 446	17,3 Millions d'€

Caractéristiques des actions de professionnalisation et de DIF



Contributions selon la taille des entreprises

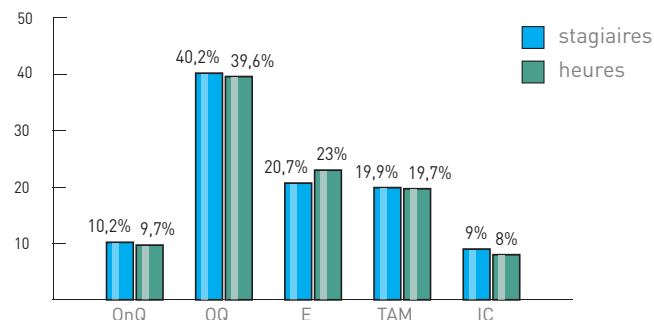


d) CIF-CDI

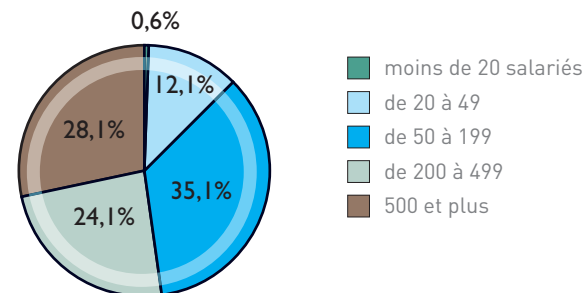
CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION CIF - CDI

- > La stabilité de la population et des ressources pour ce dispositif reflète bien celle du champ d'OPCA2. Le nombre de dossiers traités (CIF, bilans de compétences, VAE) a diminué en 2009 de 17,4 %.
- > Proportionnellement, le nombre des bilans de compétences et VAE a chuté de manière plus importante (- 25,8 %) que le nombre de CIF (- 7,8 %).
- > La durée (896 heures) et le coût moyen (23 023 €) des formations ainsi que la priorité très forte donnée aux projets des salariés de premier niveau de qualification (75 %) évoluent peu, ce qui correspond aux règles de prise en charge d'OPCA2,
- > Il faut toujours en moyenne la contribution de plus de 400 salariés pour financer un seul départ en formation.

Stagiaires en CIF-CDI selon les catégories socio-professionnelles (CSP)



Contributions selon la taille des entreprises



	Entreprises	Salariés	Montant des contributions
2009	1 122	135 709	7,1 Millions d'€
2008	1 192	133 288	7 Millions d'€
2007	1 203	133 241	6,7 Millions d'€



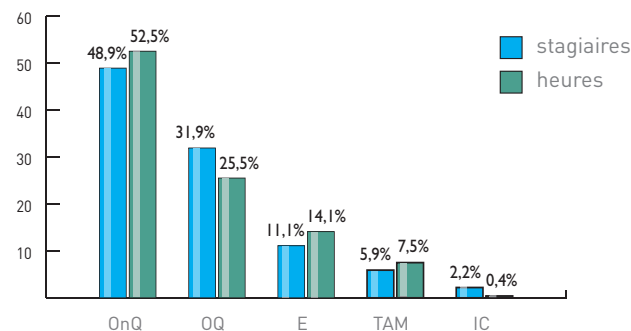
e) CIF-CDD

CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION CIF - CDD

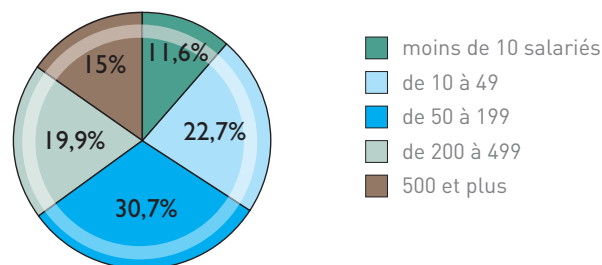
- > Le recours au CDD se maintient à un niveau relativement constant si l'on se fie aux contributions.
- > En revanche, comme pour les CIF CDI, nous assistons à une légère baisse (- 7,9 %) du nombre de projets CIF et bilans de compétences/VAE.
- > Nous assistons à une diminution de la durée moyenne de formation (802 au lieu de 878 heures soit - 8,6 %) entraînant ainsi une diminution du coût moyen (20 790 €).
- > Les décisions de prise en charge manifestent la priorité donnée à l'insertion puisque 81 % des projets financés le sont pour des ouvriers.

Pour rappel : Le CIF-CDD est réservé aux personnes titulaires ou, le plus souvent, anciens titulaires de contrats de travail en CDD. Le financement des projets CIF repose sur une contribution, mutualisée par OPCA2, versée par toute entreprise, quelle que soit sa taille, à hauteur de 1 % de la masse salariale de ses salariés en CDD.

Stagiaires en CIF-CDD selon les catégories socio-professionnelles (CSP)



Contributions selon la taille des entreprises



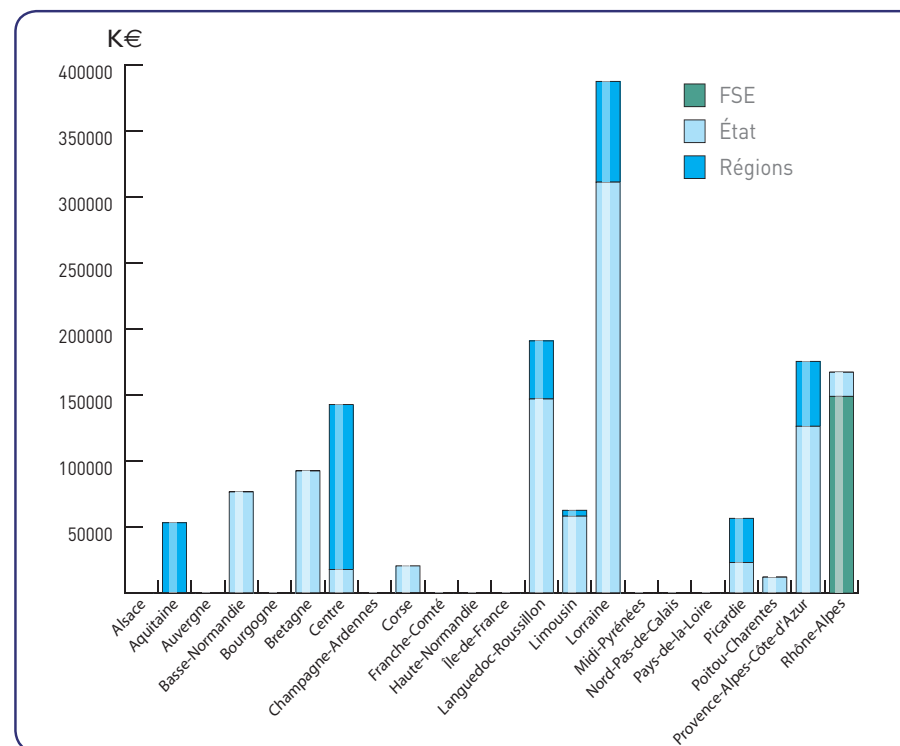
	Entreprises	Salariés	Montant des contributions
2009	3 042	147 494	2,61 Millions d'€
2008	3 078	143 083	2,61 Millions d'€
2007	3 151	145 137	2,55 Millions d'€



f) Aides publiques à l'effort de formation

- > L'Europe, l'État et les Conseils Régionaux dans le cadre de la politique contractuelle, participent au développement de la formation et de l'emploi en co-finançant des projets de formation d'entreprises ou de salariés avec l'appui d'OPCA2.
- > Les entreprises y trouvent les moyens d'optimiser leur politique de formation en intégrant des dimensions sociales, parfois réduites dans le plan de formation, faute de moyens financiers.
- > Le financement FSE au niveau régional est circonscrit à une région.
- > Pour l'essentiel, les chiffres concernent les aides obtenues au titre d'Engagements de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) conclus par Coop de France et gérés par OPCA2. Préconisant une approche collective, ils comportent le plus souvent un volet animation et ingénierie important, la formation n'étant financée qu'en déclinaison de ce volet.
- > OPCA2 a bénéficié exceptionnellement d'une aide de 900 K€ de FSE au titre du CIF.

OPCA2 contracte ensuite avec chacune des entreprises parties prenantes au programme. Il s'assure de la réalisation effective des actions éligibles et verse les subventions dues.



Pour rappel : Dans la gestion des cofinancements, le rôle d'OPCA2 est de porter les programmes régionaux construits avec le concours des entreprises susceptibles de les réaliser. Ces programmes font l'objet d'une décision de financement et d'un conventionnement d'OPCA2 par les DRTEFP (pour le FSE et l'EDEC) ou les Conseils régionaux.

9) Statistiques sectorielles 1/2

Classement par taille décroissante des salariés.

Céréales-Approvisionnement : 22 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	371	33 435	15 891 010	14 085	320 436	13 187 555
Plan < 10	250	1 327	570 742	446	13 358	403 248
Contrats prof.	618	34 735	4 820 622	224	124 819	1 675 410
Périodes prof.				832	73 239	1 766 800
DIF				404	8 648	141 688
CIF-CDI	271	31 914	1 882 376	57	45 680	1 254 907
CIF-CDD	437	32 925	587 494	2	1 004	11 845
Total	621	34 762	23 752 244	16 050	587 184	18 441 453

Transformation Laitière : 15 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	133	22 700	9 072 975	8 942	182 510	7 054 245
Plan < 10	228	1 021	145 603	139	9 424	107 877
Contrats prof.	354	20 769	2 783 860	97	47 513	484 775
Périodes prof.				460	41 083	1 179 285
DIF				536	13 611	117 230
CIF-CDI	101	19 348	1 093 770	55	48 224	1 276 276
CIF-CDD	228	19 785	194 823	0	0	0
Total	361	23 721	13 291 031	10 229	342 365	10 219 688

Coopération Bétail et Viande : 13 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	127	19 664	3 013 167	3 183	54 533	2 021 685
Plan < 10	150	625	130 675	140	4 351	84 343
Contrats prof.	269	20 209	2 113 546	90	51 311	872 355
Périodes prof.				188	27 631	691 080
DIF				199	6 015	99 494
CIF-CDI	87	18 904	824 010	70	59 590	1 446 461
CIF-CDD	136	19 067	91 813	0	0	0
Total	277	20 289	6 173 211	3 870	203 431	5 215 418

Centres d'Économie Rurale : 8 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	96	12 931	6 386 017	4 240	132 168	5 190 789
Plan < 10	79	469	189 619	115	2 702	151 530
Contrats prof.	167	13 029	1 596 544	105	62 586	845 115
Périodes prof.				615	48 333	1 191 381
DIF				122	2 596	55 730
CIF-CDI	77	12 229	621 678	20	16 181	446 712
CIF-CDD	112	12 556	62 384	1	1 232	20 594
Total	175	13 400	8 856 242	5 217	265 798	7 901 851

Coopération Viticole : 7 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	233	7 467	3 656 251	2 761	65 829	2 880 764
Plan < 10	665	3 170	548 595	1 013	16 341	347 590
Contrats prof.	896	10 589	1 040 893	67	46 311	656 030
Périodes prof.				206	19 827	495 450
DIF				148	2 838	40 965
CIF-CDI	105	5 506	322 516	16	15 769	529 952
CIF-CDD	756	9 566	314 077	0	0	0
Total	898	10 637	5 882 332	4 211	166 915	4 950 751

Coopération Fruits et Légumes : 6 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	122	8 037	2 992 627	2 558	73 064	2 126 386
Plan < 10	193	910	137 098	169	3 920	73 104
Contrats prof.	315	8 947	975 944	79	45 016	582 465
Périodes prof.				179	57 378	1 423 775
DIF				74	1 851	19 389
CIF-CDI	92	7 777	385 344	22	18 630	19 463
CIF-CDD	215	8 305	488 125	1	565	13 220
Total	315	8 947	4 979 138	3 081	199 859	4 257 802



9 | Statistiques sectorielles 2/2

Conserveries coopératives : 3 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	24	4 744	676 101	1 039	27 294	555 655
Plan < 10	9	24	4 970	4	74	1 309
Contrats prof.	31	3 613	503 075	4	2 667	36 980
Périodes prof.				110	17 557	412 050
DIF				26	774	12 648
CIF-CDI	21	4 645	244 195	14	13 796	382 790
CIF-CDD	25	4 666	167 557	0	0	0
Total	33	4 768	1 595 898	1 197	62 162	1 401 432

Organismes de Contrôle Laitier : 3 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	46	4 066	2 640 170	2 097	60 557	1 957 369
Plan < 10	24	170	52 723	79	1 472	49 530
Contrats prof.	70	4 236	418 399	54	28 157	232 772
Périodes prof.				80	7 398	81 111
DIF				702	6 729	56 047
CIF-CDI	40	3 965	135 638	15	16 712	212 813
CIF-CDD	50	3 835	18 015	0	0	0
Total	70	4 236	3 264 945	3 027	121 025	2 589 642

Insémination animale : 2 % des salariés

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	50	3 210	2 218 790	1 708	41 877	1 824 078
Plan < 10	20	134	102 690	93	5 628	108 906
Contrats prof.	68	3 244	482 029	72	30 599	366 720
Périodes prof.				53	5 549	137 600
DIF				103	1 482	23 025
CIF-CDI	39	2 983	187 883	6	6 709	215 953
CIF-CDD	46	2 864	16 004	0	0	0
Total	70	3 344	3 007 396	2 035	91 844	2 676 282

France entière

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	1 645	146 465	56 248 185	50 584	1 152 417	43 790 643
Plan < 10	3 062	13 536	3 026 111	4 240	101 937	2 372 333
Contrats prof.	4 636	153 453	18 304 681	1 005	573 302	7 631 692
Périodes prof.				3 353	384 189	9 476 727
DIF				2 760	54 176	713 492
CIF-CDI	1 122	135 709	7 069 330	391	350 215	9 002 006
CIF-CDD	3 042	147 494	2 610 896	135	108 255	2 806 670
Total	4 707	160 001	87 259 203	62 468	2 724 491	75 793 563

N.B.

- Seuls sont présentés ici les 9 secteurs les plus importants. Ils regroupent 81 % du nombre total des salariés couverts par l'activité d'OPCA2.
- Les statistiques régionales et sectorielles peuvent parfois porter sur des populations d'entreprises relativement réduites. Il peut en résulter une perte de signification de certaines informations. Pour le "Plan + de 10" en particulier, le nombre de stagiaires, d'heures de formation et les montants financés sont parfois affectés par le caractère partiel de l'adhésion de quelques entreprises (dont seules les actions financées sur une ressource mutualisée de branche sont suivies par OPCA2). L'impact de cette observation est cependant négligeable sur les résultats nationaux.
- Pour les statistiques sectorielles et régionales, l'effectif total des entreprises et des salariés résulte de la totalisation des seules adhésions "Plan" (<10 et >10).



h) Statistiques régionales 1/5

Alsace

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	32	1 617	1 090 683	737	13 904	808 833
Plan < 10	46	226	83 189	105	1 642	56 877
Contrats prof.	78	1 843	246 341	20	10 395	158 835
Périodes prof.				54	4 499	112 680
DIF				42	1 145	11 025
CIF-CDI	23	1 463	92 127	3	409	25 757
CIF-CDD	43	1 555	16 373	0	0	0
Total	78	1 843	1 528 713	961	31 994	1 174 007

Aquitaine

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	153	11 760	4 908 281	4 882	98 766	3 884 772
Plan < 10	267	1 238	215 467	325	5 701	132 513
Contrats prof.	417	11 836	1 374 885	84	48 072	616 600
Périodes prof.				348	45 759	1 112 818
DIF				234	4 943	71 270
CIF-CDI	106	11 505	593 340	39	33 721	835 896
CIF-CDD	286	12 470	420 199	28	15 277	421 410
Total	420	12 998	7 512 172	5 940	252 239	7 075 279

Auvergne

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	49	3 271	1 639 371	1 077	30 446	1 287 656
Plan < 10	68	279	75 816	103	2 626	77 476
Contrats prof.	113	3 457	469 684	28	16 187	236 087
Périodes prof.				73	5 820	146 930
DIF				57	1 259	13 792
CIF-CDI	40	3 150	182 597	15	12 097	308 871
CIF-CDD	77	3 400	63 301	2	70	2 987
Total	117	3 550	2 430 769	1 355	68 505	2 073 799

Basse - Normandie

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	48	8 119	3 268 814	3 473	62 432	2 445 488
Plan < 10	43	168	18 805	42	1 692	18 670
Contrats prof.	90	8 236	1 058 007	42	24 635	341 348
Périodes prof.				202	20 342	512 586
DIF				286	4 200	56 428
CIF-CDI	34	7 912	423 764	32	27 652	701 075
CIF-CDD	48	7 965	82 054	0	0	0
Total	91	8 287	4 851 444	4 077	140 953	4 075 595

Bourgogne

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	59	3 512	2 244 324	1 881	41 231	1 737 192
Plan < 10	87	366	136 305	172	4 674	125 124
Contrats prof.	142	3 730	454 495	40	22 728	324 390
Périodes prof.				89	7 615	192 945
DIF				18	501	8 145
CIF-CDI	34	2 990	168 936	6	5 296	155 416
CIF-CDD	87	3 483	40 403	0	0	0
Total	146	3 878	3 044 463	2 206	82 045	2 543 212

France entière

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	1 645	146 465	56 248 185	50 584	1 152 417	43 790 643
Plan < 10	3 062	13 536	3 026 111	4 240	101 937	2 372 333
Contrats prof.	4 636	153 453	18 304 681	1 005	573 302	7 631 692
Périodes prof.				3 353	384 189	9 476 727
DIF				2 760	54 176	713 492
CIF-CDI	1 122	135 709	7 069 330	391	350 215	9 002 006
CIF-CDD	3 042	147 494	2 610 896	135	108 255	2 806 670
Total	4 707	160 001	87 259 203	62 468	2 724 491	75 793 563



h) Statistiques régionales 2/5

Bretagne

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	166	21 376	4 645 041	6 235	108 417	3 539 444
Plan < 10	167	868	143 705	298	6 632	139 556
Contrats prof.	313	21 388	2 725 426	111	61 208	814 769
Périodes prof.				180	19 204	419 897
DIF				215	6 284	99 724
CIF-CDI	140	21 001	1 074 614	80	68 765	1 671 903
CIF-CDD	239	21 414	276 844	0	0	0
Total	333	22 244	8 865 630	7 119	270 510	6 685 293

Centre

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	64	5 601	2 238 663	2 000	40 973	1 888 664
Plan < 10	89	386	111 610	116	2 256	87 949
Contrats prof.	152	5 843	718 063	14	7 301	93 505
Périodes prof.				49	4 736	118 250
DIF				39	779	15 630
CIF-CDI	50	5 363	277 140	9	8 372	155 449
CIF-CDD	98	5 780	100 712	1	565	13 220
Total	153	5 987	3 446 188	2 228	64 982	2 372 667

Champagne-Ardennes

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	78	6 149	2 254 180	2 012	40 510	1 678 253
Plan < 10	156	571	91 722	123	1 889	37 513
Contrats prof.	234	6 720	865 472	25	18 920	261 700
Périodes prof.				81	9 275	227 579
DIF				74	1 716	26 081
CIF-CDI	61	6 138	344 523	9	7 317	223 240
CIF-CDD	193	6 800	144 133	0	0	0
Total	234	6 720	3 700 030	2 324	79 627	2 454 366

Corse

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	13	259	99 422	63	1 797	77 351
Plan < 10	22	128	18 652	14	214	3 902
Contrats prof.	34	362	28 580	1	402	6 030
Périodes prof.				7	406	10 150
DIF				0	0	0
CIF-CDI	4	116	7 191	0	0	0
CIF-CDD	25	314	10 783	0	0	0
Total	35	387	164 628	85	2 819	97 433

Franche-Comté

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	36	2 589	1 434 956	1 378	33 381	974 552
Plan < 10	221	900	221 436	228	14 069	221 905
Contrats prof.	255	3 299	324 523	32	14 510	190 775
Périodes prof.				63	6 927	178 965
DIF				102	1 340	15 750
CIF-CDI	22	2 144	111 799	4	5 291	122 419
CIF-CDD	140	2 970	34 991	0	0	0
Total	257	3 489	2 127 705	1 807	75 518	1 704 366

France entière

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	1 645	146 465	56 248 185	50 584	1 152 417	43 790 643
Plan < 10	3 062	13 536	3 026 111	4 240	101 937	2 372 333
Contrats prof.	4 636	153 453	18 304 681	1 005	573 302	7 631 692
Périodes prof.				3 353	384 189	9 476 727
DIF				2 760	54 176	713 492
CIF-CDI	1 122	135 709	7 069 330	391	350 215	9 002 006
CIF-CDD	3 042	147 494	2 610 896	135	108 255	2 806 670
Total	4 707	160 001	87 259 203	62 468	2 724 491	75 793 563



h) Statistiques régionales 3/5

Haute-Normandie

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	29	2 698	1 035 803	848	18 578	795 818
Plan < 10	39	193	35 698	41	577	17 816
Contrats prof.	66	2 707	325 787	24	15 114	238 325
Périodes prof.				47	5 372	126 208
DIF				50	1 162	18 615
CIF-CDI	21	2 436	125 198	6	5 500	147 824
CIF-CDD	39	2 417	39 676	0	0	0
Total	68	2 891	1 562 162	1 016	46 303	1 344 606

Île-de-France

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	42	6 397	2 920 762	2 009	45 131	2 422 226
Plan < 10	79	363	92 064	207	4 941	125 220
Contrats prof.	120	6 706	1 086 536	12	13 243	135 820
Périodes prof.				120	9 361	248 975
DIF				104	2 718	37 544
CIF-CDI	27	6 081	421 805	17	17 591	530 205
CIF-CDD	74	6 567	106 745	40	29 207	710 353
Total	121	6 760	4 627 912	2 509	122 192	4 210 343

Languedoc-Roussillon

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	125	6 361	2 395 973	2 109	86 976	1 908 741
Plan < 10	424	1 958	336 841	661	10 572	236 559
Contrats prof.	540	8 072	722 580	76	30 217	389 060
Périodes prof.				213	67 583	1 685 320
DIF				80	1 297	20 460
CIF-CDI	63	5 322	240 821	13	9 784	233 952
CIF-CDD	419	7 326	308 712	54	54 428	1 411 065
Total	549	8 319	4 004 927	3 206	260 857	5 885 157

Limousin

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	33	1 902	819 734	655	18 846	641 546
Plan < 10	77	298	65 352	79	2 020	49 987
Contrats prof.	110	2 077	208 643	21	9 601	138 240
Périodes prof.				104	6 810	169 825
DIF				50	530	10 680
CIF-CDI	21	1 623	75 963	5	4 728	119 866
CIF-CDD	43	1 602	20 670	1	1 493	53 442
Total	110	2 200	1 190 362	915	44 028	1 183 586

Lorraine

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	43	3 250	2 473 857	1 476	43 416	2 085 888
Plan < 10	40	152	58 182	37	1 815	40 238
Contrats prof.	82	3 401	432 050	37	16 606	174 975
Périodes prof.				107	10 518	269 070
DIF				16	238	3 900
CIF-CDI	27	2 972	164 063	6	4 762	138 630
CIF-CDD	46	3 134	21 181	0	0	0
Total	83	3 402	3 149 333	1 679	77 355	2 712 701

France entière

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	1 645	146 465	56 248 185	50 584	1 152 417	43 790 643
Plan < 10	3 062	13 536	3 026 111	4 240	101 937	2 372 333
Contrats prof.	4 636	153 453	18 304 681	1 005	573 302	7 631 692
Périodes prof.				3 353	384 189	9 476 727
DIF				2 760	54 176	713 492
CIF-CDI	1 122	135 709	7 069 330	391	350 215	9 002 006
CIF-CDD	3 042	147 494	2 610 896	135	108 255	2 806 670
Total	4 707	160 001	87 259 203	62 468	2 724 491	75 793 563



h) Statistiques régionales 4/5

Midi-Pyrénées

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	129	9 024	4 796 076	4 304	117 083	3 886 160
Plan < 10	247	1 027	365 978	328	11 615	288 830
Contrats prof.	374	10 025	1 139 695	97	54 483	700 870
Périodes prof.				532	49 036	1 235 330
DIF				178	3 736	52 715
CIF-CDI	91	8 420	434 707	21	20 330	529 753
CIF-CDD	220	9 212	156 477	3	2 687	87 467
Total	376	10 051	6 892 933	5 463	258 970	6 781 125

Nord-Pas-de-Calais

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	45	3 684	1 041 087	763	16 925	699 935
Plan < 10	48	230	40 283	60	1 335	28 053
Contrats prof.	91	3 838	524 029	25	20 208	263 033
Périodes prof.				123	10 461	258 375
DIF				136	2 111	45 223
CIF-CDI	34	3 694	210 071	7	7 065	198 749
CIF-CDD	55	3 896	45 987	0	0	0
Total	93	3 914	1 861 457	1 114	58 105	1 493 368

Pays-de-la-Loire

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	107	22 147	3 673 822	3 316	83 397	2 897 839
Plan < 10	113	572	131 088	233	4 721	127 855
Contrats prof.	217	22 642	2 560 659	138	84 144	1 117 883
Périodes prof.				266	33 794	817 869
DIF				418	7 445	100 389
CIF-CDI	85	22 151	1 018 665	65	57 211	1 421 912
CIF-CDD	150	22 764	265 496	1	1 232	20 594
Total	220	22 719	7 649 730	4 437	271 944	6 504 341

Picardie

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	51	4 059	2 166 808	2 074	39 452	1 593 898
Plan < 10	67	266	139 112	107	1 546	55 162
Contrats prof.	117	4 064	544 785	29	16 614	216 595
Périodes prof.				87	11 051	222 879
DIF				121	1 617	17 644
CIF-CDI	39	3 669	208 863	10	10 791	295 892
CIF-CDD	82	3 872	65 595	0	0	0
Total	118	4 325	3 125 163	2 428	81 071	2 402 070

Poitou-Charentes

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	82	6 519	2 923 672	2 673	62 040	2 312 894
Plan < 10	97	374	117 157	136	3 545	95 192
Contrats prof.	177	6 880	740 400	36	15 310	230 905
Périodes prof.				135	12 862	309 421
DIF				194	2 308	34 617
CIF-CDI	53	5 792	269 909	5	4 683	101 283
CIF-CDD	100	6 203	68 797	3	1 921	49 926
Total	179	6 893	4 119 935	3 182	102 669	3 134 238

France entière

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	1 645	146 465	56 248 185	50 584	1 152 417	43 790 643
Plan < 10	3 062	13 536	3 026 111	4 240	101 937	2 372 333
Contrats prof.	4 636	153 453	18 304 681	1 005	573 302	7 631 692
Périodes prof.				3 353	384 189	9 476 727
DIF				2 760	54 176	713 492
CIF-CDI	1 122	135 709	7 069 330	391	350 215	9 002 006
CIF-CDD	3 042	147 494	2 610 896	135	108 255	2 806 670
Total	4 707	160 001	87 259 203	62 468	2 724 491	75 793 563



h) Statistiques régionales 5/5

Provence-Alpes-Côte d'Azur

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	97	2 605	1 688 678	1 101	30 390	1 383 211
Plan < 10	351	1 497	259 372	464	10 095	234 003
Contrats prof.	444	3 884	322 805	26	20 097	297 675
Périodes prof.				119	9 574	238 650
DIF				14	362	5 985
CIF-CDI	36	1 662	91 718	14	15 808	411 465
CIF-CDD	262	2 981	102 307	0	0	0
Total	448	4 102	2 464 880	1 738	86 326	2 570 989

DOM-TOM

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	26	1 157	371 987	236	5 937	261 309
Plan < 10	43	236	78 508	51	1 457	44 023
Contrats prof.	67	1 367	146 466	27	18 505	260 465
Périodes prof.				12	1 202	30 050
DIF				24	613	12 510
CIF-CDI	17	945	51 661	2	2 400	69 090
CIF-CDD	34	1 139	23 948	0	0	0
Total	69	1 393	672 570	352	30 114	677 447

Rhône-Alpes

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	138	12 409	6 116 191	5 282	112 389	4 578 973
Plan < 10	271	1 240	189 769	310	6 303	127 910
Contrats prof.	402	11 071	1 284 770	60	34 802	423 807
Périodes prof.				342	31 982	831 955
DIF				308	7 872	35 365
CIF-CDI	94	9 160	479 855	23	20 642	603 359
CIF-CDD	282	10 230	195 512	2	1 375	36 206
Total	409	13 649	8 266 097	6 327	215 365	6 637 575

France entière

	entreprises	salariés	collecte	stagiaires	heures de formation	montant financé
Plan > 10	1 645	146 465	56 248 185	50 584	1 152 417	43 790 643
Plan < 10	3 062	13 536	3 026 111	4 240	101 937	2 372 333
Contrats prof.	4 636	153 453	18 304 681	1 005	573 302	7 631 692
Périodes prof.				3 353	384 189	9 476 727
DIF				2 760	54 176	713 492
CIF-CDI	1 122	135 709	7 069 330	391	350 215	9 002 006
CIF-CDD	3 042	147 494	2 610 896	135	108 255	2 806 670
Total	4 707	160 001	87 259 203	62 468	2 724 491	75 793 563

Champ d'activité 1/2

Le champ professionnel d'OPCA2 est défini par son accord de création (5 décembre 1994) signé par COOP de France (alors CFCA) et 6 syndicats de salariés partenaires, ainsi que par l'adhésion d'autres organisations patronales aux termes de différents accords.

Coopération agricole

- Coop de France
 - Coopératives
 - Unions de coopératives
 - SICA
 - Filiales de coopératives, unions et SICA

Organismes techniques

- France Conseil Élevage (FCE)
- Fédération Bovins - Croissance (FBC)
- Fédération Nationale des Groupements de Défense Sanitaire du Bétail (FNGDSB)
- Tête de Réseau pour l'Appui Méthodologique aux Entreprises (TRAME)
- Union des unités nationales de sélection et de Promotion des Races - Union Nationale des Livres Généalogiques (UPRA-UNLG)

Associations de formation et de vulgarisation

- Association des Salariés Agricoles pour la Vulgarisation du Progrès Agricole (ASAVPA)
- Association nationale Inter-Associations de FORMation Collective à la Gestion (InterAFOCG)
- Comité de liaison des Associations Départementales pour l'Aménagement des Structures d'Exploitation Agricole (ADASEA)
- Fédération Nationale des Associations de Formation et de Promotion des Adultes (FNAFPA)
- Fédération Nationale des Centres d'Information et de Vulgarisation pour l'Agriculture et le Milieu rural (FNCIVAM)
- Union Nationale des Associations de FORMation à la Comptabilité (UNAFOC)

Établissements d'enseignement

- Fédération Familiale Nationale pour l'Enseignement Agricole Privé Union Nationale de l'Enseignement Agricole Privé (FFNEAP - UNEAP)
- Groupement des Organismes de Formation et de Promotion Agricoles (GOFPA)



Champ d'activité 2/2

Associations de développement et d'animation locale

- Association de Formation et d'Information pour le développement d'initiatives rurales (AFIP)
- Comité National de Coordination et d'Évaluation des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (CNCE-GEIQ)
- Confédération Nationale des Associations de Foyers Ruraux (CNAFR)
- Culture et Promotion - Association pour l'Éducation et l'Information Sociale (CP-AEIS)
- Fédération Française des Groupements d'Employeurs (FFGE)

Centres de Gestion

- Conseil National des Centres d'Économie Rurale (CNCER)

Organisations de salariés signataires de l'accord créant OPCA2

- FGA-CFDT :
Fédération Générale Agro-alimentaire
- FGTA-FO :
Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'alimentation et ses secteurs connexes
- CFTC-AGRI :
Confédération Française des Travailleurs Chrétiens de l'Agriculture
- SNCoA-CFE-CGC :
Syndicat National de la Coopération Agricole
- UNSA-AA :
Union Nationale des Syndicats Autonomes Agriculture Agroalimentaire
- FNAF-CGT :
Fédération Nationale Agro-alimentaire et Forestière

OPCA2 est titulaire des agréments :

- "OPCA" par arrêté du 22 mars 1995
- "OPACIF" par arrêté du 22 mars 1995
- OPCA2 exerce son activité dans les DOM en vertu de la Loi n° 96-609 du 5 juillet 1996.

